

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Economie Circulaire
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
– CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy d'Anjou, le 07 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



REMONDIS

ZI Anjou Atlantique
Rue des Crêtes
49123 CHAMPTOCE SUR LOIRE

Référence : EC-2022-345-INSP-REMONDIS-Champtocé sur Loire-RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement REMONDIS implanté ZI Anjou Atlantique Rue des Crêtes 49123 CHAMPTOCE SUR LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS
- ZI Anjou Atlantique Rue des Crêtes 49123 CHAMPTOCE SUR LOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006306499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Les activités du site sont la collecte et le transit/regroupement de déchets dangereux et non dangereux issus principalement des secteurs de l'imprimerie, de la reprographie, photographie, imageries médiales, d'industries pharmaceutiques... exploitées sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2013 modifié le 20 novembre 2014 et d'un acte du préfet du 13 avril 2017 du classement IED de l'installation de stockage temporaire de déchets dangereux à la rubrique 3550.

La capacité annuelle de transit est de l'ordre de 8 200 t environ dont 7 200 t de déchets dangereux. Les quantités susceptibles d'être présentes sont limitées à environ 360 t dont 270 t de déchets dangereux.

En 2021, environ 2 000 t de déchets dangereux et 200 t de déchets non dangereux ont été réceptionnées sur le site.

L'effectif du site est de 8 employés dont 3 chauffeurs routiers. Les déchets entrants proviennent à 50 % du secteur de l'industrie et 50 % de l'imprimerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la visite d'inspection précédente ;
- les contrôles réglementaires ;
- les moyens d'intervention et organisation des secours ;
- le dossier de réexamen IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-71 à R.515.73	/	Sans objet
Bilan annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 2.3.10	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.3	/	Sans objet
Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.4	/	Sans objet
Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 6.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites constat de la visite d'inspection du 15 juin 2020	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.2.6	/	Sans objet
Contrôle rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 4.3.3.1	/	Sans objet
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que le site et ses abords sont propres et entretenus.

L'inspection des ICPE a relevé cinq écarts que l'exploitant s'est engagé à prendre en compte :

- compléter le dossier de réexamen IED ;
- transmettre les bilans d'exploitation des années 2020 et 2021 ;
- s'assurer auprès du gestionnaire du réseau de la disponibilité des poteaux incendie dans un délai de trois mois ;

- rédiger une procédure de maniement de la vanne de sectionnement du dispositif de traitement des eaux pluviales à tenir à disposition du personnel et des services de secours dans un délai de trois mois ;
- réaliser une campagne de mesures de bruit.

En raison de l'absence prolongée du conseiller QHSE au sein du groupe REMONDIS et d'un nouveau recrutement à partir d'août 2022, l'inspection des installations classées propose d'accorder un délai jusqu'au 31 octobre 2022 pour transmettre les justificatifs de levée des écarts suivants (dossier de réexamen IED, bilans annuels, campagne de mesures de bruit).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suites constat de la visite d'inspection du 15 juin 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Les installations électriques sont contrôlées tous les ans. Les observations notées étaient levées mais non formalisées. L'inspection des IPCE demandait à l'exploitant de formaliser les interventions de l'électricien.
Constats : Les installations électriques ont été contrôlées par l'Apave le 22 avril 2022. Les trois observations notées ont été levées (vu facture électricien du 1 ^{er} juin 2022).
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-71 à R.515.73
Thème(s) : Risques chroniques, dossier de réexamen IED
Prescription contrôlée : En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois. .../... Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et

les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

.../...

« I. Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

Constats : L'exploitant a transmis un dossier de réexamen en février 2020 : l'installation de stockage temporaire de déchets dangereux est visée par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets.

L'installation de transit de déchets dangereux est concernée par les conclusions générales sur les MTD (MTD 1 à 24), aucun traitement de déchets dangereux n'est réalisé.

Le périmètre IED est constitué des installations visées par une rubrique 3000 et des installations ou équipements :

- s'y rapportant directement ;
- exploités sur le même site ;
- liés techniquement à ces installations ;
- et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Le présent périmètre IED correspond aux installations de transit de déchets et ses équipements liés : la voirie et le dispositif de traitement des eaux de ruissellement, c'est-à-dire à la quasi-totalité du site hormis les zones enherbées.

Le dossier de réexamen IED transmis ne précise pas le périmètre IED du site. Il convient que l'exploitant définisse le périmètre IED dans son dossier. Un plan de délimitation du périmètre IED peut être utilement joint.

Le dossier contient une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles. Toutefois, **l'exploitant ne s'est pas positionné sur les MTD 6 et 7 - Surveillance des rejets** du document BREF WT. Pour rappel, les NEA-MTD sont applicables à tout point de rejet de l'installation. En effet, il n'y a pas de précision particulière dans le BREF sur le traitement des déchets sur le type de rejet visé. Les NEA-MTD s'appliquent également aux eaux pluviales de voirie.

L'exploitant doit également se positionner sur les MTD 19 (réduction du volume des effluents aqueux) et 20 (traitement des effluents aqueux et NEA-MTD en fonction du type de traitement) au motif qu'il n'y a pas de traitement de déchets sur le site. L'inspection des ICPE informe l'exploitant, qu'au sens de la réglementation IED, les installations de tri- transit et regroupement de déchets dangereux sont des installations de traitement de déchets. Il convient de passer en revue les techniques utilisées et les NEA-MTD.

L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de transmettre des compléments au dossier de réexamen sur les points ci-dessus d'ici le 31 octobre 2022.

Observations : //

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 2.3.10
Thème(s) : Autre, Bilan d'activités
Prescription contrôlée : Au plus tard le 1 ^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'exploitation récapitulatif, par catégories, les tonnages : <ul style="list-style-type: none">• des déchets pris en charge dans les installations au cours de l'année précédente,• des déchets refusés avec l'indication des motifs de refus,• les modes de traitement, valorisation et élimination et les tonnages correspondants. Les documents justifiant de l'acceptation, l'enlèvement et de l'élimination des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document présente également une synthèse des résultats des contrôles réalisés en application du présent arrêté.
Constats : Les bilans annuels d'activités des années 2020 et 2021 n'ont pas été transmis à l'inspection des ICPE. Suivant la déclaration GEREPE de 2021, 2029 t de déchets dangereux et 216 t de déchets non dangereux ont transité sur le site, en hausse de 10 % par rapport à 2020. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de lui communiquer les bilans annuels d'activités des deux dernières années d'ici le <u>31 octobre 2022</u> et lui rappelle que le bilan d'exploitation doit être adressé à l'inspection des ICPE en mars de chaque année.
Observations : //
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 4.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués respectent les valeurs limites définies ci-dessous. Paramètres - Valeurs limites : pH : 5,5-8,5 température < 30°C Matières en Suspension – MES : 100 mg/l DCO : 300 mg/l DBO ₅ : 100 mg/l Hydrocarbures totaux - HCT : 5 mg/l L'exploitant s'assure de la conformité de ses rejets à ces valeurs limites par une analyse annuelle.
Constats : Les résultats de l'analyse de rejets d'eaux pluviales du 24 mars 2022 sont conformes aux valeurs limites fixées dans l'arrêté d'autorisation. Elles sont très inférieures aux VLE fixées (MES : 20 mg/l, DCO : 48 mg/l, HCT : < 0,1 mg/l). L'attention de l'exploitant est portée sur valeurs limites d'émission des paramètres MES : 60 mg/l et DCO : 180 mg/l fixées au point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets relevant de la directive IED qui s'appliquent au site à compter du 17 août 2022.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses. Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour. Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés. Toutes les dispositions sont prises pour que la voie d'accès des services de secours ou "voie pompier" soit en dehors des zones de flux thermiques supérieures ou égales à 5 kW/m².
Constats : Les extincteurs sont contrôlés régulièrement, la dernière vérification effectuée par la SARL MISO date du 24 mai 2022 (nombre d'extincteurs : 16). Les trappes de désenfumage, SSI ont été contrôlés le 24 mai 2022 par la société ERYMA de Trélazé.
Observations : //
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs ;• au moins 3 poteaux d'incendie situés à environ 100 m du site, protégés contre le gel, munis de raccords normalisés et capables d'assurer un débit simultané de 180m³/h ;• un système de détection automatique d'incendie et d'un report téléphonique d'alarme lors des heures de fermeture.
Constats : Trois poteaux incendies sont présents à proximité du site, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir la conformité des poteaux incendie (débit simultané de 180 m³/h). L'inspection des ICPE demande à exploitant de s'assurer auprès du gestionnaire de la zone d'activités Artiparc Anjou, la communauté de communes Loire Layon Aubance, de la disponibilité des poteaux incendie dans un <u>délai de trois mois</u> . Le système de détection automatique d'incendie est vérifié régulièrement (dernier en date du 22 mai 2022 par la société ERYMA). Le report téléphonique d'alarme en dehors des heures d'ouverture est assuré par la société TERTRAIS.
Observations : //
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 7.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les eaux polluées et les eaux d'extinction d'incendie sont collectées et ne doivent pas conduire à une pollution. Le bassin d'orage est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux polluées en cas de sinistre. Sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'incendie sur le site. L'exploitant est tenu de s'assurer que la capacité est au moins égale à 230 m ³ . Toutes les dispositions sont prises pour que cette capacité soit conservée disponible même en cas d'intempéries. Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures est équipé d'une vanne de sectionnement permettant d'isoler le site du réseau pluvial en cas d'incident.
Constats : Le bassin d'orage étanche a été entièrement curé et nettoyé en fin avril 2022. Le débourbeur déshuileur est entretenu une fois par an par la société AMA. En fonctionnement normal du site, la vanne de sectionnement présente au niveau du dispositif de traitement des eaux pluviales est en position fermée de façon à ce que le site soit complètement isolé en cas de déversement accidentel sur les voiries et aires imperméabilisées de stockage. Des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel sont réalisés une fois par an après les résultats de l'analyse des eaux en sortie de l'ouvrage de traitement. Le maniement du fonctionnement de la vanne de sectionnement est affiché à proximité de l'ouvrage de traitement des eaux pluviales. Toutefois, il n'est pas précisé qu'elle est en position fermée en fonctionnement normal du site. Il convient que l'exploitant rédige la procédure de fonctionnement de la vanne spécifique au site (position fermée en temps normal) à tenir à disposition des services de secours et du personnel dans un <u>délai de trois mois</u> .
Observations : //
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois suivant la mise en service des installations, par un organisme ou une personne qualifié. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, avec les commentaires de la part de l'exploitant. Dans le cas où les mesures des niveaux sonores font apparaître le non respect des prescriptions qui précèdent, l'exploitant informe l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit la réception des résultats, des mesures prises ou prévues pour y remédier. Lors de chaque installation d'un nouvel équipement bruyant, l'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une nouvelle campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées dans les mêmes conditions que celles fixées ci-dessus.
Constats : Aucune mesure des niveaux sonores du site n'a été réalisée. A noter que le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine de nuisances sonores (bruits des bips des engins de travail et des rotations des camions). Toutefois, les installations ont été mises en service depuis 8 ans et il convient de s'assurer du respect de la réglementation. L'inspection des ICPE demande à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures de bruit et lui transmettre les résultats d'ici le <u>31 octobre 2022</u> .
Observations : //
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet